

Vu la loi du 23 décembre 1946, portant création d'un Conseil d'Etat, notamment l'article 2, alinéa 2;

Vu l'urgence;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Culture néerlandaise,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Le présent arrêté entend par :

a) Notre Ministre : Notre Ministre qui a la Culture néerlandaise dans ses attributions;

b) Patrimoine artistique : les objets ou œuvres d'art ayant une valeur historique, artistique ou scientifique ainsi que les instruments, mobiliers ou immobiliers, faisant partie d'un monument

c) Inventaire : la description scientifique des monuments et des œuvres ou objets d'art qui en font partie;

d) Listes : l'énumération scientifique ou le relevé des monuments, des paysages urbains et ruraux et des sites ayant une valeur historique, artistique ou scientifique.

Art. 2. Il est créé auprès du Ministère de l'Education nationale et de la Culture néerlandaise un service, dénommé « Service de l'Etat pour la Protection des monuments et des sites ».

Art. 3. Pour les monuments, leur patrimoine artistique et les sites relevant de la compétence de Notre Ministre, la mission de ce service est déterminée comme suit :

1° la constitution et la tenue à jour de listes;

2° l'établissement d'inventaires;

3° l'étude et la préparation de mesures en vue de la conservation et de la préservation des monuments et de leur patrimoine artistique contre les catastrophes et les dangers de guerre;

4° la publication d'inventaires et d'articles scientifiques relatifs à la protection des monuments et des sites;

5° la surveillance de l'entretien et de la conservation des monuments; la surveillance de l'entretien, de la conservation et de la restauration du patrimoine artistique de ces monuments, ainsi que la surveillance de la préservation des sites.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1972.

Art. 5. Notre Ministre de la Culture néerlandaise est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 1er juin 1972.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Culture néerlandaise,

F. VAN MECHELEN

27 SEPTEMBRE 1972. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 19 octobre 1921 relatif à l'organisation des bibliothèques publiques du secteur d'expression néerlandaise

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 17 octobre 1921 relative aux bibliothèques publiques, modifiée par les lois du 19 juin 1947 et du 7 juillet 1969;

Vu la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier, et notamment l'article 72, modifié par l'article 5 de la loi du 27 juillet 1961;

Vu l'arrêté royal du 19 octobre 1921 qui organise le service des bibliothèques publiques, modifié par les arrêtés royaux des 5 mars 1931, 10 février 1951, 4 octobre 1952, 12 octobre 1962, 10 juin 1965 et 5 septembre 1969 et par les arrêtés du Régent des 1er juillet 1946, 1er octobre 1947 et 1er mars 1950;

Gelet op de wet van 23 december 1946, houdende instelling van een Raad van State, inzonderheid op artikel 2, tweede lid;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Op de voordracht van Onze Minister van Nederlandse Cultuur,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Bij onderhavig besluit wordt verstaan onder :

a) Onze Minister: Onze Minister die de Nederlandse Cultuur in zijn bevoegdheid heeft;

b) Kunstbezit: de onder historisch of artistiek of wetenschappelijk oogpunt waardevolle kunstvoorwerpen of kunstwerken of instrumenten, die horen bij een monument zonder onderscheid of ze roerend dan wel onroerend zijn;

c) Inventaris: de wetenschappelijke beschrijving van de monumenten en van de erbij horende kunstwerken of kunstvoorwerpen;

d) Lijsten: de systematische opsomming of het in kaart brengen van de onder historisch of artistiek of wetenschappelijk oogpunt waardevolle monumenten, stads- en dorpsgezichten en landschappen.

Art. 2. Bij het Ministerie van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur wordt een dienst opgericht onder de benaming: « Rijksdienst voor Monumenten- en Landschapszorg ».

Art. 3. De opdracht van deze dienst wordt voor de monumenten en hun kunstbezit en voor de landschappen, die tot de bevoegdheid van Onze Minister behoren, bepaald als volgt :

1° het aanleggen en bijhouden van lijsten;

2° het opmaken van inventarissen;

3° de studie en de voorbereiding van de maatregelen in verband met de conservatie en de beveiliging van monumenten en hun kunstbezit tegen rampen en oorlogsgevaar;

4° de publicatie van inventarissen en van wetenschappelijke bijdragen in verband met de monumenten- en landschapszorg;

5° het toezicht op het onderhoud en de instandhouding van de monumenten; op het onderhoud, de conservatie en de restauratie van het kunstbezit behorend tot deze monumenten en op de vrijwaring van de landschappen.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1972.

Art. 5. Onze Minister van Nederlandse Cultuur is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 1 juni 1972.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Nederlandse Cultuur,

27 SEPTEMBER 1972. — Koninklijk besluit houdende wijziging van het koninklijk besluit van 19 oktober 1921 betreffende de inrichting van de openbare bibliotheken in de nederlandstalige sector

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 17 oktober 1921 betreffende de openbare bibliotheken, gewijzigd bij de wetten van 19 juni 1947 en 7 juli 1969;

Gelet op de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel en meer in het bijzonder op artikel 72, gewijzigd door artikel 5 van de wet van 27 juli 1961;

Gelet op het koninklijk besluit vanaf 19 oktober 1921 tot inrichting van de dienst der openbare bibliotheken, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 5 maart 1931, 10 februari 1951, 4 oktober 1952, 12 oktober 1962, 10 juni 1965 en 5 september 1969 en bij de besluiten van de Regent van 1 juli 1946, 1 oktober 1947 en 1 maart 1950;

Vu l'arrêté du Régent du 28 Juin 1946 relatif à la réorganisation de l'inspection des bibliothèques publiques et de l'éducation populaire, modifié par les arrêtés régulant les conditions de recrutement et de traitement;

Vu l'aviso du Conseil supérieur des Bibliothèques publiques, du 1er mars 1972;

Vu l'accord de notre Secrétaire d'Estat au Budget, du 20 septembre 1972;

Vu l'article 2, alinéa 2, de la loi du 23 décembre 1946, portant création d'un Conseil d'Estat;

Vu l'urgence;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Culture néerlandaise,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'article 17, §§ 1, 2 et 3, de l'arrêté royal du 19 octobre 1921, tel qu'il a été modifié par l'arrêté royal du 20 décembre 1968, est remplacé pour le secteur d'expression néerlandaise par les dispositions suivantes :

« Art. 17. Les bibliothécaires et bibliothécaires adjoints sont nommés, suspendus ou révoqués par les autorités qui administrent la bibliothèque. Celles-ci fixent leur traitement.

» § 1. L'Etat octroie, en outre, aux bibliothécaires des bibliothèques publiques reconnues, à condition qu'ils soient porteurs du certificat d'aptitude ou dispensés de sa possession et qu'ils aient été désignés par l'autorité qui administre la bibliothèque, une allocation annuelle et forfaitaire de 3 000 FB, 6 000 FB ou 9 000 FB, selon qu'il s'agit d'une bibliothèque tenant respectivement une, deux ou trois séances de prêt obligatoires de deux heures par semaine.

« Les séances de prêt obligatoire doivent être tenues à des jours différents. Dans les communes de moins de 3 000 habitants, il est permis de scinder la séance en deux demi-séances d'une heure au moins chacune.

« Dans les bibliothèques de grande importance, l'allocation au bibliothécaire se monte à 15 000 francs. La bibliothèque de grande importance doit réunir les conditions ci-après :

» a) posséder un fonds de caractère encyclopédique comptant 10 000 volumes au moins;

» b) effectuer 30 000 prêts au moins par an, y compris les prêts entre bibliothèques;

» c) tenir, par semaine, à des jours différents, un minimum de cinq séances de prêt, de deux heures au moins chacune;

» d) avoir une salle de lecture et une section de jeunesse régulièrement accessibles au cours des séances de prêt obligatoire;

» e) avoir, outre le bibliothécaire, au moins un bibliothécaire adjoint, porteur ou dispensé de droit du certificat d'aptitude.

» § 2. Dans les bibliothèques de grande importance, l'Etat octroie en outre aux bibliothécaires adjoints une allocation annuelle et forfaitaire de 7 500 francs Belges, à condition qu'ils soient porteurs ou dispensés de droit du certificat d'aptitude, qu'ils aient été désignés par l'autorité qui administre la bibliothèque et qu'ils assurent régulièrement la direction soit de la section de salle de lecture, soit de la section de jeunesse séparée, soit de la section de matériel audio-visuel.

« Dans une bibliothèque de grande importance sans section séparée de jeunesse ou de matériel audio-visuel, un deuxième bibliothécaire peut bénéficier d'une allocation.

« Les bibliothécaires adjoints à temps plein ne peuvent recevoir qu'une seule allocation pour leurs services dans une institution reconnue, pourvue ou non de succursales reconnues distinctes.

» Dans les bibliothèques publiques reconnues qui possèdent une section de salle de lecture et/ou une section de jeunesse séparée et/ou une section de matériel audio-visuel, accessibles durant les séances de prêt obligatoire, l'Etat octroie, en outre, aux bibliothécaires adjoints, assurant régulièrement la direction des dites sections et désignés par l'autorité qui administre la bibliothèque, à condition qu'ils soient porteurs ou dispensés de droit du certificat d'aptitude, une allocation annuelle et forfaitaire de 1 500 FB, 3 000 FB ou 4 500 FB, selon qu'il s'agit d'une bibliothèque tenant respectivement une, deux ou trois séances de prêt obligatoire de deux heures par semaine.

Gelet op het besluit van de Regent van 28 juni 1946 tot reorganisatie van de inspectie van de openbare bibliotheken en de werken voor de volksopleiding, gewijzigd door de besluiten die de aanwervingsvooraarden en de wedde bepalen;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor de openbare bibliotheken van 1 maart 1972;

Gelet op het akkoord van Onze Staatssecretaris voor Begroting van 20 september 1972;

Gelet op artikel 2, alinea 2, van de wet van 23 december 1946, houdende instelling van een Raad van State;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Op voordracht van Onze Minister van Nederlandse Cultuur,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 17, §§ 1, 2 en 3 van het koninklijk besluit van 19 oktober 1921, zoals gewijzigd door het koninklijk besluit van 20 december 1968 wordt voor de nederlandstalige sector vervangen door volgende bepalingen :

« Art. 17. De bibliothecarissen en hulpbibliothecarissen worden benoemd, geschorst of afgezet door de overheden die de bibliotheek beheren. Deze overheden stellen hun wedde vast.

» § 1. In de erkende openbare bibliotheken verleent de Staat bovendien aan de bibliothecaris, voor zover hij de bekwaamheidsakte bezit of ervan is vrijgesteld en is aangeduid door de overheid die de bibliotheek beheert, een jaarlijkse en forfaitaire vergoeding van 3 000 frank, 6 000 frank of 9 000 frank naargelang het een bibliotheek geldt met respectievelijk een, twee of drie verplichte wekelijkse uiteenzittingen van twee uur.

» De verplichte uiteenzittingen moeten op verschillende dagen plaats vinden. In de gemeenten van minder dan 3 000 inwoners is het nochtans toegelaten de zitting te splitsen in twee halve zittingen van ten minste één uur ieder.

» In de bibliotheken van groot belang, bedraagt de vergoeding aan de bibliothecaris 15 000 frank. De bibliotheek van groot belang dient aan de volgende voorwaarden te voldoen :

» a) beschikken over een boekenbezit van encyclopedische aard, dat ten minste uit 10 000 delen bestaat;

» b) ten minste 30 000 uitleningen per jaar bereiken, met inbegrip van de uitleningen onder bibliotheken;

» c) wekelijks op verschillende dagen ten minste vijf uiteenzittingen houden, ieder van minimum twee uur;

» d) beschikken over een leeszaalafdeling en een jeugdafdeling, die op de verplichte uiteenzittingen regelmatig toegankelijk zijn;

» e) buiten de bibliothecaris ten minste een hulpbibliothecaris hebben, die het bekwaamheidsgetuigschrift bezit of ervan is vrijgesteld.

» § 2. In de bibliotheken van groot belang verleent de Staat bovendien aan de hulpbibliothecarissen een jaarlijkse en forfaitaire vergoeding van 7 500 frank, voor zover zij de bekwaamheidsakte bezitten of ervan zijn vrijgesteld, zijn aangeduid door de overheid die de bibliotheek beheert en regelmatig de leiding hebben, ofwel van de leeszaalafdeling ofwel van een afzonderlijke jeugdafdeling, ofwel van een afzonderlijke afdeling voor audiovisuele materialen.

» In een bibliotheek van groot belang zonder afzonderlijke jeugdafdeling of afzonderlijke afdeling voor audiovisuele materialen kan ook een tweede hulpbibliothecaris worden vergoed.

» De hulpbibliothecarissen met voltijdse betrekking, kunnen voor hun functies in een erkende instelling, al of niet voorzien van afzonderlijke erkende filialen, maar één vergoeding ontvangen.

» In de erkende openbare bibliotheken welke beschikken over een leeszaalafdeling en/of een afzonderlijke jeugdafdeling en/of een afzonderlijke afdeling voor audiovisuele materialen, die tijdens de verplichte uiteenzittingen toegankelijk zijn, verleent de Staat bovendien aan de hulpbibliothecarissen die regelmatig de leiding hebben van die afdelingen en zijn aangeduid door de overheid die de bibliotheek beheert, voor zover zij de bekwaamheidsakte bezitten of ervan zijn vrijgesteld, een jaarlijkse en forfaitaire vergoeding van 1 500 frank, 3 000 frank of 4 500 frank, naargelang het een bibliotheek geldt met respectievelijk één, twee of drie verplichte wekelijkse uiteenzittingen van twee uur.

» La salle de lecture doit être séparée fonctionnellement de la section de prêt. Elle doit disposer d'une capacité suffisante et d'un fonds adéquat d'œuvres de référence et de périodiques de valeur; elle doit pouvoir être utilisée dans la tranquillité.

» La section de jeunesse séparée et la section de matériel audio-visuel doivent être séparées fonctionnellement de la section de prêt pour adultes. Elles doivent disposer de collections propres suffisantes et de valeur, d'un outillage convenable, d'un catalogue et d'un service de prêt séparés.

» Dans les autres bibliothèques publiques reconnues, l'Etat octroie en outre à un seul bibliothécaire adjoint, désigné par l'autorité qui administre la bibliothèque et étant régulièrement en fonctions, pour autant qu'il soit estimé nécessaire en application de l'article 2 de l'arrêté royal du 10 février 1951 et qu'il ne soit pas encore admis au bénéfice d'une des indemnités susdites, une allocation annuelle et forfaitaire de 1 500 FB, 3 000 FB ou 4 500 FB, selon qu'il s'agit d'une bibliothèque tenant respectivement une, deux ou trois séances de prêt obligatoires de deux heures par semaine avec respectivement 3 000, 6 000 ou 9 000 prêts au moins par an, et qui a obtenu au moins les trois quarts des points attribués à la qualité des prêts.

» Cette allocation ne sera payée que si, pendant tout l'exercice subventionné un bibliothécaire adjoint, estimé nécessaire, était régulièrement en fonctions.

» § 3. Dans toutes les bibliothèques publiques reconnues, l'Etat octroie en outre aux bibliothécaires adjoints à temps plein, désignés par l'autorité qui administre la bibliothèque, à condition qu'ils soient porteurs des certificats exigés et pour autant qu'ils ne soient pas encore admis au bénéfice d'une des indemnités susdites, une allocation annuelle et forfaitaire de 4 500 FB.

» Cette allocation ne sera payée que si les intéressés ont été en fonctions à temps plein dans la même bibliothèque durant l'exercice subventionné. »

Art. 2. Notre Ministre de la Culture néerlandaise est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 septembre 1972.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Culture néerlandaise

F. VAN MECHELLEN

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA CULTURE FRANÇAISE ET MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA CULTURE NEERLANDAISE

1er JUIN 1972. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 21 avril 1969 fixant la structure, la composition et le fonctionnement du Conseil de perfectionnement de l'enseignement de l'architecture et des arts plastiques

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 14 mai 1955 sur l'enseignement artistique;

Vu l'article 2, alinéa 2, de la loi du 23 décembre 1946, portant création d'un Conseil d'Etat;

Vu l'urgence;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Culture française et de Notre Ministre de la Culture néerlandaise,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'article 10, alinéa 3 de l'arrêté royal du 21 avril 1969 fixant la structure, la composition et le fonctionnement du Conseil de perfectionnement de l'enseignement de l'architecture et des arts plastiques est modifié comme suit : « Les personnes étran-

» De leeszaalafdeling moet functioneel gescheiden zijn van de uitleenafdeling. Zij moet beschikken over de nodige ruimte en er moeten voldoende en degelijke naslagwerken en tijdschriften aanwezig zijn; zij moet rustig te gebruiken zijn.

» De afzonderlijke jeugdafdeling en de afzonderlijke afdeling voor audio-visuele materialen moeten functioneel gescheiden zijn van de uitleenafdeling voor volwassenen. Zij moeten beschikken over voldoende en degelijke eigen verzamelingen, een aangepaste apparatuur, een afzonderlijke catalogus en uitleendienst.

» In de andere erkende openbare bibliotheken verleent de Staat bovendien aan één hulpbibliothecaris, die is aangeduid door de overheid die de bibliotheek beheert en regelmatig in functie is voor zover hij bij toepassing van artikel 2 van het koninklijk besluit van 10 februari 1951 nodig wordt geacht en nog niet in aanmerking kwam voor een van de hiervoor vermelde tegemoetkomingen, een jaarlijkse en forfaitaire vergoeding van 1 500 F, 3 000 F of 4 500 F, naargelang het een bibliotheek geldt met respectievelijk één, twee of drie verplichte wekelijkse uitleen-zittingen van twee uur, met respectievelijk ten minste 3 000, 6 000 of 9 000 uitleningen per jaar en met ten minste drie vierden van de punten toegekend voor de kwaliteit van de uitleningen.

» Deze vergoeding wordt maar alleen uitbetaald als tijdens subvension gans het gesubsidieerde werkjaar een nodig geachte hulpbibliothecaris regelmatig in functie was.

» § 3. In al de erkende openbare bibliotheken verleent de Staat bovendien, aan de hulpbibliothecarissen, die er een voltijdse betrekking uitoefenen en zijn aangeduid door de overheid die de bibliotheek beheert, voor zover zij de bekwaamheidsakten bezitten en voor zover zij nog niet in aanmerking kwamen voor één van de hiervoor vermelde tegemoetkomingen, een jaarlijkse en forfaitaire vergoeding van 4 500 F.

» Deze vergoeding wordt maar alleen uitbetaald als de betrokkenen tijdens gans het gesubsidieerde werkjaar in dezelfde bibliotheek voltijds in functie waren. »

Art. 2. Onze Minister van Nederlandse Cultuur is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 27 september 1972.

BOUDEWIJN

Van Koning gewege :

De Minister van Nederlandse Cultuur,

MINISTERIE VAN NATIONALE OPVOEDING EN NEDERLANDSE CULTUUR EN MINISTERIE VAN NATIONALE OPVOEDING EN FRANSE CULTUUR

1 JUNI 1972. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 april 1969 tot vaststelling van de structuur, de samenstelling en de werking van de Raad van advies voor het onderwijs in de bouwkunst en de beeldende kunsten

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 14 mei 1955 tot regeling van het kunstonderwijs;

Gelet op artikel 2, tweede lid, van de wet van 23 december 1946, houdende instelling van een Raad van State;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Op de voordracht van Onze Minister van Franse Cultuur en van Onze Minister van Nederlandse Cultuur,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 10, 3de lid van het koninklijk besluit van 21 april 1969 tot vaststelling van de structuur, de samenstelling en de werking van de Raad van Advies voor het onderwijs in de bouwkunst en de beeldende kunsten wordt als volgt gewijzigd : « De niet